

Togo: l'opposition retourne dans la rue pour répondre aux « passages en force » du pouvoir



Au lendemain de la nomination de 4 représentants de la Coalition à la CENI par les députés UNIR à l'Assemblée nationale, le regroupement de 14 partis politiques de l'opposition a dénoncé un passage en force du pouvoir et appelle les populations togolaises à se tenir prêtes pour de nouvelles manifestations de rue à travers le pays. Les leaders de la Coalition estiment que le régime de Faure Gnassingbé a mis en échec le règlement pacifique de la crise.

En conférence de presse mardi au siège de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition dresse le constat selon lequel, le « régime RPT/UNIR a mis en échec le règlement pacifique de la crise politique togolaise ».

Dans une déclaration, le regroupement de l'opposition évoque en premier lieu « les machinations entreprises depuis le début du dialogue par le pouvoir togolais pour ne pas appliquer les recommandations de la CEDEAO ».

La Coalition dénonce ensuite les méthodes employées par le pouvoir togolais « pour réinstaurer la violence dans le pays ». Elle énumère la menace et l'agression des responsables

et militants de l'opposition par « les milices du pouvoir » notamment à Badou avec l'interpellation du Vice-président du Parti national panafricain (PNP), à Sola avec l'arrestation d'un militant de la CDPA, à Kara avec la tentative d'assassinat du président fédéral de l'ANC.

Enfin, le regroupement des 14 accuse les autorités togolaises de refuser de libérer les personnes en détention comme l'a recommandé la CEDEAO mais de procéder à de nouvelles arrestations des militants de l'opposition.

... le régime a mis en échec le processus de règlement pacifique de la crise

En ce qui concerne l'organisation des élections, la coalition élève une vive protestation contre la poursuite des activités à la CENI, alors même qu'aucun de ses représentants ne siège encore au sein de l'institution. Parlant de la nomination de 4 représentants de la Coalition lundi à l'Assemblée nationale, les leaders de la C14 ont dénoncé, un passage en force des députés UNIR qui traduit « la volonté du pouvoir de violer les décisions du comité de suivi ».

{loadmoduleid 210}

« Le passage en force des députés RPT/UNIR à l'Assemblée nationale ce lundi 22 octobre, confirme la volonté du régime de violer les décisions du Comité de suivi telles que préconisées par la feuille de route. Au lieu de soumettre à l'Assemblée nationale la liste de la coalition conformément à la procédure de scrutin de liste plurinomiale, le président de l'Assemblée nationale a, dans un tohu-bohu général, proclamé quelques noms et clôturé la séance », indique la déclaration.

La C14 se veut ferme : « tant que leurs représentants ne sont pas 8, ils ne prêteront pas serment devant la Cour constitutionnelle ». Et de conclure qu'à la lumière de ces

faits, « le régime a mis en échec le processus de règlement pacifique de la crise en refusant de s'inscrire dans la mise en œuvre de la feuille de route ».

Condamnant un « comportement irresponsable » qui éloigne les perspectives de sortie de crise, le regroupement politique assure que « le recours à la rue est la voie qui lui reste » et appelle les populations togolaises à se tenir prête pour d'imminentes manifestations de rue.